

Contrat entretien de mémoire orale

De quoi et de qui nos ateliers de fabrication sont-ils faits ? Enquête sur les lieux de PiNG

Entre :

1.

M. Mme :

Domicilié(e) à :

Téléphone :

Courriel :

En qualité de coauteur des enregistrements dénommé ci-après « le/la témoin ».

2.

M. Mme : Laure Bouscasse – Association Les portes logiques

Association domiciliée : 1 all. Msg JR Calloc'h (BAL 74), 29000 QUIMPER

Courriel : laure@lesporteslogiques.net

En qualité de coauteur des enregistrements dénommé ci-après « l'enquêteur ».

3.

L'association PiNG

Association Loi de 1901, Siret : 453 508 319 00036

Ayant son siège au 38 rue du Breil, 44100 NANTES

représentée par son Président, Ronan Marjolet

Courriel : info@pingbase.net

En qualité de cessionnaire des enregistrements dénommée ci-après « le cessionnaire »

Préambule

L'association PiNG s'attache à rendre accessible à toutes et tous la culture numérique. Elle anime des lieux ouverts pour expérimenter, réaliser des projets, développer ses connaissances, dialoguer autour des technologies : l'Atelier partagé du Breil et le fablab de Plateforme C.

Cette collecte de témoignages oraux intitulée « De quoi et de qui nos ateliers de fabrication sont-ils faits ? Enquête sur les lieux de PiNG » a pour objectif de mettre en lumière l'histoire dans laquelle s'inscrit ces lieux de pratiques numériques grâce aux témoignages recueillis de différent·es acteur·ices qui composent ces lieux.

La collecte de témoignages oraux s'accompagne toujours de la gestion des droits qui y sont attachés. Le présent contrat regroupe l'ensemble des autorisations, déjà établies et nouvelles à venir, données au cessionnaire par le témoin et par l'enquêteur concernant l'exploitation des enregistrements.

Le témoin est la personne qui a été enregistrée par l'enquêteur. L'enquêteur est celui qui enregistre le témoin. Ils sont tous les deux coauteurs d'une œuvre de collaboration.

En l'absence à ce jour de la définition par la loi du statut juridique des témoignages oraux, le cessionnaire déclare s'efforcer par le présent contrat de respecter les différents principes qui définissent ce statut. Ces principes sont le respect des libertés individuelles, le droit à l'information, la propriété intellectuelle, le respect de l'intimité de la vie privée.

La collecte de témoignages oraux s'accompagne toujours de la gestion des droits qui y sont attachés. Le présent contrat regroupe l'ensemble des autorisations, déjà établies et nouvelles à



venir, données au cessionnaire par le/la témoin et par l'enquêteur·ice concernant l'exploitation des enregistrements. Le/la témoin est la personne qui a été enregistrée par l'enquêteur·ice. L'enquêteur·ice est celui qui enregistre le/la témoin. Ils sont tous les deux coauteur·ices d'une œuvre de collaboration.

En l'absence à ce jour de la définition par la loi du statut juridique des témoignages oraux, le/la cessionnaire déclare s'efforcer par le présent contrat de respecter les différents principes qui définissent ce statut. Ces principes sont le respect des libertés individuelles, le droit à l'information, la propriété intellectuelle, le respect de l'intimité de la vie privée.

Le présent contrat a pour objet :

- Le don des enregistrements cités ci-dessous par le/la témoin et par l'enquêteur·ice au cessionnaire et les conditions de conservation et d'exploitation par lui des enregistrements, des documents d'accompagnement et de leurs copies.
- La cession par le/la témoin et par l'enquêteur·ice de leurs droits patrimoniaux sur ces enregistrements et sur les documents d'accompagnement. En effet, en tant qu'auteur·ices, le/la témoin et l'enquêteur·ice jouissent d'un droit d'auteur·ice sur les enregistrements, constitué de deux attributs : un attribut moral (qui leur confère un droit au respect de leur nom, de leur qualité et de leur œuvre), et un attribut patrimonial, qui leur permet d'autoriser la reproduction de leur œuvre.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Don

Le/la témoin et l'enquêteur·ice déclarent faire don au cessionnaire des enregistrements et des documents d'accompagnement suivants :

- Enregistrement réalisé le/...../..... à
d'une durée de

- Enregistrement réalisé le/...../..... à
d'une durée de

- photographies prise par l'enquêteur·ice pendant l'enregistrement ou remises par le/la témoin à l'enquêteur·ice à cette occasion, et où figurent le/la témoin et les personnes suivantes :

-
-
-
-
-

Le/la témoin et l'enquêteur·ice autorisent le/la cessionnaire à conserver les enregistrements originaux et leurs documents d'accompagnement, ainsi que les copies stockées sur mémoire informatique et sur supports électroniques amovibles ou non amovibles. Une copie des enregistrements pourra être remise au témoin sur sa demande.

Dans les conditions énoncées aux articles suivants, le/la témoin et l'enquêteur·ice autorisent le/la cessionnaire à utiliser, à titre gracieux, les enregistrements et documents mentionnés ci-dessus.



ARTICLE 2 : Nature de la cession de droit

Article 2.a : Droit de reproductibilité et droit de représentation

Le/la témoin cède à titre gracieux au cessionnaire le droit de :

☐ la reproduction non-exclusive de ses enregistrements ; pour les besoins de l'activité de numérisation des fonds (et aux fins des représentations ci-après définies) ; en tout ou partie, par mémoire informatique stockée sous format numérique, sur des supports électroniques, amovibles ou non amovibles, actuels ou futurs.

☐ la représentation non-exclusive de ses enregistrements par voie de communication au public par les différents vecteurs ci-après définis.

L'enquêteur·ice cède à titre gracieux au cessionnaire le droit de :

☐ la reproduction non-exclusive de ses enregistrements ; pour les besoins de l'activité de numérisation des fonds (et aux fins des représentations ci-après définies) ; en tout ou partie, par mémoire informatique stockée sous format numérique, sur des supports électroniques, amovibles ou non amovibles, actuels ou futurs.

☐ la représentation non-exclusive de ses enregistrements par voie de communication au public par les différents vecteurs ci-après définis.

Article 2.b : Description des utilisations (nature de la représentation)

Article 2.b.a: Utilisation des enregistrements dans les locaux du cessionnaire ou des dépositaires

Les enregistrements pourront être consultés aux conditions précisées ci-dessous par l'intermédiaire d'une copie conservée chez le/la cessionnaire et dans tout autre organisme dépositaire missionné pour la conservation et la valorisation du patrimoine qui en fera la demande auprès du cessionnaire.

Les dispositions suivantes s'appliquent à toutes les copies, quel que soit le lieu de leur dépôt et de leur communication, sous réserve du respect des lois, décrets et règlements en vigueur pour les archives publiques et du respect de la vie privée des personnes nommées par le/la témoin ainsi que des secrets protégés par la loi, à l'appréciation du responsable de la communication.

Le/la témoin et l'enquêteur·ice décident que les enregistrements seront accessibles de la manière suivante :	Témoin		Enquêteur·ice	
	OUI	NON	OUI	NON
La conservation et l'intégration des enregistrements au fonds d'archives sonores du cessionnaire				
La consultation publique des enregistrements en salle de consultation du cessionnaire				
La diffusion publique des enregistrements dans l'enceinte du cessionnaire (par exemple lors d'expositions ou de conférences)				
La diffusion publique des enregistrements lors de manifestations culturelles ou scientifiques organisées sous la responsabilité directe du cessionnaire (expositions, émission de radio, cours ou				



conférences)				
La diffusion des enregistrements sur internet dans le cadre de projets sous la responsabilité directe du cessionnaire et/ou des dépositaires				
La diffusion partielle d'extraits des enregistrements dans des œuvres audio et/ou audiovisuelles à venir				

Article 2.b.b: Traduction

Le/la témoin et l'enquêteur·ice cèdent au cessionnaire le droit non-exclusif de traduction en langues autres que la langue originale de leurs enregistrements et des documents d'accompagnement aux fins strictes de représentations définies au présent article.

ARTICLE 3 : Étendue de la cession des droits

La présente cession comprend les droits patrimoniaux définis à l'article 2 ci-dessus. Ce contrat signé par les auteur·ices engage leurs héritier·es, ayants-droit et représentant·es. Il s'applique en tout lieu et pour toute la durée des droits de propriété littéraire et artistique prévue par la législation française et les conventions internationales actuelles ou futurs sur la propriété intellectuelle, soit à ce jour 70 ans à compter du décès du/de la dernier·e auteur·ice. Au delà de cette durée légale, les enregistrements deviennent automatiquement libres de droit.

La présente cession est consentie à titre gratuit. Le/la cessionnaire s'engage envers le/la témoin et l'enquêteur·ice à ne pas solliciter dans l'avenir de rémunération de la part des lecteur·ices ou de diffuseur·es au titres de droits d'auteur·ice ainsi cédés. Ainsi, il ne sera fait aucune exploitation commerciale des enregistrements et des documents d'accompagnement par le cessionnaire ou par les dépositaires. Une utilisation à but non lucratif qui implique indirectement une transaction (en particulier acquittement du droit d'entrée d'une exposition ou du prix d'une œuvre scientifique) est par exception autorisée par le/la témoin et l'enquêteur·ice.

Toute utilisation non visée au présent contrat est exclue du domaine de cette autorisation et devra être autorisée préalablement par tous les titulaires de droits.

Le/la témoin et l'enquêteur·ice sont libres d'utiliser tout ou partie des entretiens enregistrés et de leurs documents d'accompagnement dans le cadre de leurs recherches personnelles et lors de manifestations culturelles ou scientifiques (conférences, congrès) ou publications à but non lucratif, à la condition de mentionner le cessionnaire.

ARTICLE 4 : Le droit de paternité

Les parties s'engagent à respecter les droits de chacune des autres parties ; en particulier :

Article 4.1 : Chacun des supports permettant la communication des entretiens enregistrés et de leurs documents d'accompagnement dans les locaux du cessionnaire ou des dépositaires : (cocher les cases qui s'appliquent)

- ☐ porteront la mention du nom du témoin
- ☐ seront anonymes

- ☐ porteront la mention du nom de l'enquêteur·ice
- ☐ seront anonymes



Article 4.2 : Lorsque que le/la témoin et l'enquêteur·ice autorisent la diffusion publique des enregistrements et des documents d'accompagnement dans les conditions énoncées dans l'article 2, c'est : (cocher les cases qui s'appliquent)

- ☐ avec la mention du nom du/de la témoin
☐ anonymement
- ☐ avec la mention du nom de l'enquêteur·ice
☐ anonymement

ARTICLE 5 : Protection de la vie privée, droit à l'image

Le/la témoin et l'enquêteur·ice :	Témoin		Enquêteur·ice	
	OUI	NON	OUI	NON
donnent leur accord à la diffusion des informations concernant leur personne telles que date, lieu de naissance, étapes de carrière, situation de famille, mention des membres de la famille, contenues dans l'entretien et les documents d'accompagnement.				
refusent la diffusion de ces informations ; seule une version partielle des entretiens et des documents d'accompagnement excluant ces informations pourra être diffusée.				
donnent leur accord à la diffusion de l'image de leur personne fixée par les photographies prises à l'occasion de l'entretien ou remises au cessionnaire au titre de documents d'accompagnement.				
refusent la diffusion de l'image de leur personne fixée par les photographies prises à l'occasion de l'entretien ou remises au cessionnaire au titre de documents d'accompagnement.				

La loi applicable au présent contrat sera la loi française.

Fait à :

Le :

en trois exemplaires originaux, une copie du présent contrat étant remise à tout les dépositaires d'une copie de l'enregistrement ou des documents d'accompagnement.

Le/la témoin

L'enquêteur·ice

Le/la cessionnaire

